

Le nez à la fenêtre vidéo pour annoncer un plan montagne

Le Premier ministre a clôturé le 36^e congrès de l'Anem dans une brève vidéo préalablement enregistrée. Invitant les territoires à s'emparer du plan de relance et en annonçant un plan national pour la montagne, Jean Castex a moins polarisé l'attention que sa présence aurait suscitée

Votre en montagne est d'abord un acte de foi et un combat militant de tous les instants. Car ce combat, on le mène d'abord pour la survie. Présent à Corte, avec Jean-Guy Talamoni, pour prendre part à cette deuxième journée de congrès aux côtés des élus de la montagne, Gilles Simonet a d'abord tenu à planter le drapeau des enjeux à la mesure d'un tour de force. Il s'exprime à la tribune d'un amphithéâtre qui frise le trop-plein. A peine le programme de la matinée entamé, les agents de sécurité en empêchent l'accès. « Désolé, la jauge est atteinte. Même pour rester debout, vous ne pouvez pas entrer. » Ceux qui n'ont pu prendre place face à la tribune sont malgré tout invités à investir un espace attenant où un écran suffisamment grand permet de suivre les travaux.

« Encore trop de verticalité dans l'administration centrale »

À plusieurs reprises, pendant la matinée, l'animateur du congrès rappelle l'information donnée la veille : le Premier ministre va s'exprimer depuis Paris, pour clôturer le congrès. Il ne le fera pas en direct, mais dans une vidéo enregistrée. Dès lors, bien que cette intervention demeure attendue, elle n'apparaît visiblement plus comme le temps fort du congrès. Certes, tout ce que Jean Castex est susceptible d'annoncer intéresse les élus de la montagne, mais privé de la présence physique d'un chef de gouvernement, de la possibilité d'échanger et d'engager le débat, le congrès se prépare à vivre l'instant comme la seule

confirmation de ce que le secrétaire d'État à la ruralité avait laissé sous-entendre la veille.

Dans son allocution qui précède la table ronde, Jean-Félix Acquaviva donne déjà un aperçu de ce que représentent les attentes des territoires, celles du massif corse en particulier. Le député de la Haute-Corse fait référence à la loi Montagne. « Cette grande loi de la République qui consacre le droit à la différence. Il faut que l'esprit et la lettre de cette loi soient appliqués dans tous les champs. Le texte est clair, mais la verticalité et l'administration centrale sont des freins ».

Maire de Ghisoni, Don Marc Albertini ne s'exprimera pas en public mais, présent sur le congrès, il attend des précisions sur le chantier législatif. « Nous avons besoin d'être rassurés sur la signification de la loi 322, notamment sur le mot différenciation qui m'interpelle. Cette loi ne peut être uniforme, elle a besoin de s'adapter à toutes les spécificités. » Maire de Soccia, Jean-François Bartoli compte avant tout sur des mesures de simplification. « Pour que les petites communes comme la nôtre puissent avoir accès à toutes ces aides dont nous avons besoin, mais qui sont inaccessibles aujourd'hui sans un service d'ingénierie important. » « Cette simplification est indispensable pour que les élus que nous sommes puissions être efficaces dans cette mission au service de la vie de nos villages, renchérit Nicolas Rutilly, le maire d'Ortu. Sans ces mesures, cette mission demeure un parcours du combattant. »

Il y aura, entre-temps, l'ultime table ronde de ce congrès, consacrée à la montagne et au nouveau cadre financier européen (lire



Dans l'amphithéâtre comme sur l'espace attenant, la vidéo du Premier ministre est diffusée en guise de clôture du congrès.

JOSE MARINETTI

par ailleurs), puis l'allocution de Jeanine Dubié, qui vient de succéder à Annie Genevard à la présidence de l'Anem. La députée des Hautes-Pyrénées a été présentée comme une personne « très combative » par Jean-Félix Acquaviva qui siège à ses côtés à l'Assemblée nationale, au sein du groupe « Libertés et territoires ». Puis vient le temps de cette fameuse vidéo de clôture du Premier ministre (lire par ailleurs). 12 minutes qui auront laissé les élus sur leur faim. « Une volonté de venir en aide à la montagne apparaît, mais je préfère toujours rester prudent, glisse Jean-François Poli, le maire de Speluncatu. Moi, ce que j'aime, c'est le concret,

le côté pragmatique. Mais bon, il faut lui faire confiance. » En tant que membre du gouvernement, Joël Giraud n'a pour sa part aucun doute. « Le plan national pour la montagne annoncé recouvre tout ce qui relève de la diversification de l'économie montagnarde, mais pas seulement comme cela a été fait dans les précédents plans. Il ne se limitera pas aux stations de sports d'hiver, mais bénéficiera à toutes les activités extrêmement importantes sur nos zones. Je retiens aussi ce qu'a dit le Premier ministre sur le plan de relance. Aucun territoire de montagne ne doit se voir en deçà de la logique de ce plan. Chacun doit l'inscrire dans son futur contrat de territoire

pour la relance et la transition écologique. Il ne faut pas que les seules villes puissent disposer de l'ingénierie nécessaire à la relance. La montagne en a besoin plus que d'autres. »

« On se heurte toujours à un écueil administratif »

Maire de Champagnac, dans le Cantal, Jean-Pierre Galeyraud est plus mesuré : « Ce sont, comme souvent, de bonnes intentions, mais est-ce qu'elles vont aboutir ? J'en doute encore un peu. Aurons-nous les moyens d'agir ? Vous savez, moi aussi j'ai présenté des dossiers, mais il faut vivre sur les

territoires pour savoir à quoi nous sommes confrontés. Il y a toujours un écueil administratif que l'on heurte à un moment ou un autre, même quand les projets que nous présentons sont urgents et pertinents. »

Parmi les élus corses, plus nombreux lors de cette deuxième journée, Fabien Arrighi est prudent. « Un plan national pour la montagne, ça suscite toujours beaucoup d'espoir, ça laisse sous-entendre que des fonds supplémentaires vont être alloués à la montagne. Reste à savoir comment ils vont être exploités », confie le maire de Nuceta. « Il s'agit peut-être d'une opportunité pour la montagne de participer au plan de relance. Les besoins sont tels qu'on ne peut s'en désintéresser. Mais il faut analyser plus précisément les propositions et savoir vraiment de quoi il en retourne », estime Jean-Jacques Giani, le maire d'Évisa.

Décidément, l'intervention de Jean Castex est jugée trop furtive pour que les élus de tous les massifs français sachent vraiment à quoi s'en tenir. À l'issue de son mandat de président de l'Anem, Annie Genevard veut malgré tout croire en ces mesures. La députée du Doubs a pris des notes et retient avant tout une phrase : « Il a bien dit, pour évoquer une troisième étape dans la politique de la montagne, qu'elle n'était plus libérée des politiques publiques. Ce sont des paroles fortes qui laissent entrevoir de nouveaux moyens, une meilleure lisibilité dans les politiques au service de la montagne, et aussi un maillage. Ces territoires ont encore beaucoup de retard dans certaines infrastructures. »

NOËL KRUSLIN

« Je suis des vôtres, soyez audacieux »

« Dès que la situation le permettra, je reviendrai vous voir. » Le Premier ministre a tenu à s'excuser auprès des élus corses de ne pas avoir pu faire le déplacement.

Il a ensuite invoqué son sentiment d'appartenance en s'adressant à tous les participants au congrès de l'Anem.

« Je suis moi-même l' élu d'un pays de montagne, et je me considère donc comme l'un des vôtres. Je connais vos difficultés, je suis vos attentes et j'estime notre engagement. »

Jean Castex a commencé par rassurer la montagne des grandes stations impactée par la crise sanitaire. « Elle pèse déjà lourdement sur la prochaine saison hivernale. Je vous redis toute la détermination du gouvernement à soutenir une filière touristique devenue essentielle à la prospérité économique des pays de montagne. »

Évoquant ensuite l'historique de la loi Montagne et la reconnaissance des spécificités de ses territoires, le Premier ministre a

reconnu que la montagne devait aujourd'hui faire face « à de nouveaux défis. Ceux de la transition écologique, numérique et de la cohésion sociale. Le plan de relance que j'ai présenté il y a quelques semaines est là pour vous aider à les relever. Il doit accompagner la transformation dont vos territoires ont besoin, vous devez le considérer dans sa cohérence globale. C'est la raison pour laquelle je souhaite que des accords de relance, destinés à soutenir des projets structurants, puissent être

signés avec les préfets et, je vous le propose, avec les communautés de communes des zones de montagne pour qu'elles soient, chaque fois que c'est possible, les porteurs de ces projets. Nous allons vous en donner les moyens. »

« D'abord avec le doublement, grâce au plan de relance, de la dotation de soutien à l'investissement local pour atteindre les deux milliards d'euros. Soyez audacieux ! Saisissez-vous de ce plan de relance dans toutes ses dimensions. »

Pour le chef du gouvernement, le plan comprend des mesures adaptées au milieu montagnard.

« Je pense à la rénovation thermique, et aux mesures qui permettent l'adaptation aux effets du changement climatique, notamment les infrastructures de gestion de l'eau, et tout ce qui permet d'accélérer la couverture des territoires en très haut débit. Je vous invite à vous porter candidat à l'expérimentation de la 5G. »

Deuxième annonce importante du Premier ministre, « un

programme national montagne va voir le jour. »

« Il permettra de mieux accompagner les mesures du plan de relance propres à vos territoires, de les mettre en cohérence avec un certain nombre de dispositifs et de programmes existants. Sous le pilotage de l'Agence nationale de cohésion des territoires et avec la mobilisation des commissariats de massifs, il renforcera le partenariat entre l'État, les collectivités et les acteurs socio-économiques. »

N. K.

La montagne et cette Europe difficilement accessible



Au premier plan, Gilles Simeoni a participé à la table ronde consacrée à la montagne dans le cadre européen.



Jeanine Dubié, députée des Hautes-Pyrénées et membre du groupe « Libertés et territoires », est la nouvelle présidente de l'Anem.

PHOTOS JOSÉ MARTINETTI

Les temps sont durs sur la scène européenne. La faute à la crise du Covid, aux effets du Brexit qui privent le budget de l'Union d'un gros contributeur, aux velléités d'une Commission en matière de sécurité, aux réticences compréhensibles des

Etats membres de ne pas voir augmenter leurs contributions au budget européen. Les temps sont encore plus durs, dans ce contexte, pour la montagne qui n'a pas vraiment les coudées franches à l'échelon continental, là où l'accord sur le cadre finan-

cier pluriannuel 2021-2027 pourrait connaître un différé supplémentaire après avoir déjà été reporté à la fin de l'année 2020. C'est d'abord dans l'éclairage de ce contexte que l'ultime table ronde, très européenne, du 36^e congrès de l'Anem, s'est déroulée.

Volonté nationale réaffirmée, contexte européen défavorable

À l'heure d'un plan de relance national qui va impliquer de nouvelles dépenses, difficile, il est vrai, d'envisager une diminution des recettes. « Les politiques des territoires vont-elles, dès lors, être impactées ? » Jeanine Dubié a posé la question, soulignant par là même le paradoxe entre une volonté gouvernementale réaffirmée et un contexte européen défavorable. À la tribune du congrès, la députée européenne Anne Sander a donné un intéressant éclairage, peu réjouissant au demeurant, dans la mesure où la montagne évolue en quelque sorte déjà à la marge du cadre européen. « Il n'y a pas de fléchage montagne dans les textes. D'où la nécessité de tenir compte, à travers l'ensemble des mesures, des spécificités de ces territoires. »

Mais il manque 40 milliards par rapport au précédent exercice budgétaire, d'où la crainte légitime dans la perspective du vote de la Politique agricole commune (Pac) au Parlement, la semaine prochaine. Et l'Indemnité compensatoire aux handicaps naturels (IcHN) n'est pas en reste. « Les groupes politiques ne sont pas d'accord sur la prise en compte de l'IcHN en tant que mesures agro-environnementales, précise Anne Sander. Il faut, malgré tout, que la montagne fasse reconnaître, dans ce cadre-là, des mesures ambitieuses. »

Y voir clair dans le « maquis des textes »

Cette absence de politique claire dédiée à la montagne dans le cadre européen, Gilles Simeoni la déplore. « Mais dans une Europe en crise, confie le président du Conseil exécutif, il importe de remettre de la rationalité dans un calendrier bouleversé. Le premier enjeu, c'est le maintien d'une enveloppe dédiée aux territoires de montagne, directement ou indirectement. » Une mesure d'autant plus impérative, aux yeux de Gilles Simeoni, « que les textes purement déclaratifs ne se traduisent

pas au plan opérationnel, sauf à la marge ». Et le président de l'Exécutif territorial d'en appeler à la cohérence entre programmes européens et nationaux. « Le problème n'est pas seulement technique, mais aussi politique. Il faut articuler l'ensemble de ces programmes pour prévenir les effets de pertes considérables. Nous autres les élus, nous avons déjà du mal à y voir clair dans le maquis des textes européens et nationaux. Imaginez un agriculteur, le maire d'une commune de 40 habitants ou un chef d'entreprise dans cette situation. C'est tout l'enjeu de la simplification et de l'ingénierie. »

La spécificité, d'un massif à l'autre... Et entre deux vallées

Joël Giraud, lui, semble plus prompt à voir le verre à moitié plein. « On oublie le positif des textes européens au service des spécificités des territoires. Le Feder a fait ses preuves, par exemple. Mais la spécificité, elle est partout.

D'un massif à l'autre, mais aussi entre deux vallées. » D'où la préconisation du secrétaire d'Etat à la ruralité : aller plus loin dans l'intégration d'une politique pour la montagne. « Nous devons être des assembleurs des politiques publiques pour penser de façon intégrée l'ensemble des programmes et en arriver presque à une enveloppe unique pour la montagne. » Face à cette prise de recul d'un membre du gouvernement, Anne Sander n'en demeure pas moins convaincue que l'Europe souffre encore d'un déficit d'image et de confiance. « Quand on parle d'Europe, les gens disent : "C'est compliqué, avant, pendant et après". D'où l'intérêt de gérer au plus près des territoires, mais pour ce faire, il faut que notre administration fasse aussi des efforts. » L'Europe, si proche et si lointaine... La montagne mesure sans doute, plus que n'importe quel autre territoire, l'ampleur du problème. Et aujourd'hui sans doute plus que jamais.

N. K.



Jean Lassale a pris la parole pendant la table ronde.